



# 2009/02/09

FRANÇOIS MARTOU / HENRI SIMONS

Au cœur de la crise économique et financière, il faut retrouver la confiance dans l'épargne et dans l'investissement. Nous avons besoin de retrouver le chemin de l'intérêt général dans le secteur financier après le tsunami que l'on connaît.

On a beaucoup parlé dans la crise bancaire qui secoue nos pays, de défense des actionnaires et de possibilité de soutenir l'économie. Ces deux objectifs sont louables surtout quand il est question de soutenir les petits actionnaires, ceux qui ont investi « en toute sécurité » dans Fortis (qu'ils prenaient sans toute pour une belle et grosse CGER-ASLK !) ou dans Dexia (qu'ils n'ont pas vu muter depuis le Crédit Communal, banque de communes...). Pareillement, il faut que les banques fassent leur métier de soutien à l'économie et prêtent encore des fonds aux entreprises qui en ont besoin et qui créent emplois et valeur ajoutées.

Mais il a été peu question du rôle de base des banques, à savoir permettre à tout un chacun d'avoir un compte courant, un éventuel compte d'épargne et pourquoi pas un prêt immobilier. Car, tout compte fait, la plupart des Belges n'ont pas d'action et même ne sont pas tous propriétaires, loin s'en faut. Il y a nombre de nos concitoyens dont le « salaire poche » ne leur permet pas d'investir ou d'acheter et qui travaillent pour de (trop) petits salaires ou même ne trouvent pas d'emploi (le chômage et l'exclusion qu'il représente ne peut être oublié dans cette crise !). Ceux-ci qui louent difficilement un appartement et qui souhaitent gérer leurs faibles moyens simplement et sans frais excessifs.

Les particuliers, les PME, les communes, les coopérateurs ont plus que jamais droit à la sécurité et la confiance dans une banque qui serait d'abord à leur service et qui les conseillerait dans leur intérêt qui rejoint alors à long terme l'intérêt d'une banque bien gérée. Ce fut, le siècle dernier, le rôle du secteur public du crédit avec notamment les chèques postaux, la CGER ou le Crédit communal,...

Maintenant que tout va à vau l'eau; ne faut-t-il pas reprendre ou refonder des éléments que l'on avait privatisés avec les résultats que l'on sait ? Ce dont on a besoin pour des millions de particuliers, de PME, d'associations et de pouvoirs publics c'est la gestion de comptes courants, d'épargne, de crédits hypothécaires et d'investissements. Il faut garder cela à l'écart des risques de la bourse, de la spéculation et des produits toxiques.

L'exubérance irrationnelle des marchés a balayé nos grandes banques. Mais ce qui en reste ne peut-il permettre la création d'un réseau public ou d'intérêt général, de collecte de l'épargne et de gestion. Devons-nous dépendre de Ping An dans Fortis et du Président Sarkozy dans Dexia et des valeurs boursières pour nos finances de base. Il reste des réseaux tels que Dexia, Banque de la Poste, Fintro (ex-SNCI) qui pourraient constituer la base de cette Banque d'intérêt général.

L' « intérêt général », cette notion qu'il faut garder en tête et défendre. Les pouvoirs publics belges, fédéral, régionaux et communaux, en sont actionnaires avec des millions de citoyens et de coopérateurs.

Un débat sur le passé et les responsabilités dans la crise financière est utile, et même nécessaire. Mais l'indignation justifiée doit aussi faire place aux propositions. Il est nécessaire de mieux contrôler les institutions financières. Parallèlement, nous proposons de remettre en question les postulats de la pensée unique qui chassent les pouvoirs publics et les citoyens au profit du marché.

A côté d'institutions financières mues par le profit comme BNP-PARIBAS et ING il y a place et utilité en Belgique pour une Banque d'intérêt général. D'urgence.

*François Martou / Henri Simons*

*Henri Simons*